

SOUS-PARTIE C – AGREMENT ET SUPERVISION DE L'EXPLOITANT

OPS 3R.175 Certificat de transporteur aérien - Généralités

Note 1 : L'appendice 1 à ce paragraphe précise le contenu et les conditions du C.T.A..

(a) L'exploitant ne doit pas exploiter un hélicoptère à des fins de transport aérien public autrement qu'en vertu d'un certificat de transporteur aérien (C.T.A.) et conformément à celui-ci.

(b) Un postulant à un C.T.A. ou à une modification d'un C.T.A. doit permettre à l'Autorité d'examiner l'ensemble des aspects relatifs à la sécurité de l'exploitation proposée.

(c) Un postulant à un C.T.A. :

(1) ne doit pas détenir un C.T.A. délivré par une autre Autorité, sauf accord spécifique entre les deux Autorités ;

(2) réservé

(3) doit avoir immatriculé français les hélicoptères devant être exploités en vertu du C.T.A. ;

(4) et doit convaincre l'Autorité de sa capacité à assurer la sécurité de l'exploitation.

(d) Nonobstant les dispositions du paragraphe (c)(3) ci-dessus, l'exploitant peut exploiter avec l'accord mutuel de l'Autorité délivrant le C.T.A. et d'une autre Autorité, des hélicoptères immatriculés au registre national de l'Autorité désignée en second.

(e) L'exploitant doit permettre à l'Autorité d'avoir accès à son organisation et à ses hélicoptères, et doit s'assurer, en ce qui concerne l'entretien, que l'accès est permis à tout organisme d'entretien agréé, afin de déterminer le maintien de la conformité aux dispositions de cet arrêté.

(f) Un C.T.A. sera modifié, suspendu ou retiré si l'Autorité n'est plus assurée de la capacité de l'exploitant à maintenir la sécurité de l'exploitation.

(g) L'exploitant doit disposer d'un encadrement acceptable par l'Autorité capable d'exercer une surveillance et un contrôle de l'exploitation sur tout vol exploité conformément aux dispositions de son C.T.A..

(h) L'exploitant doit avoir nommé un dirigeant responsable acceptable par l'Autorité, qui a autorité au sein de l'exploitant pour faire en sorte que toutes les activités liées à l'exploitation et à la maintenance puissent être financées et effectuées selon les normes requises par l'Autorité.

(i) L'exploitant doit avoir désigné des responsables pour :

(1) les opérations aériennes et la formation de l'équipage ;

(2) le système d'entretien ;

(3) et les opérations au sol.

(j) L'exploitant doit s'assurer que chaque vol est effectué en accord avec les spécifications du manuel d'exploitation.

(k) L'exploitant doit prévoir des installations d'assistance au sol propres à garantir la sécurité de ses vols.

(l) L'exploitant doit s'assurer que l'équipement de ses hélicoptères et la qualification de ses équipages répondent aux exigences relatives à la zone et au type d'exploitation.

(m) L'exploitant doit respecter les exigences en matière d'entretien conformément aux dispositions de la sous-partie M, pour l'ensemble des hélicoptères exploités en vertu de son C.T.A..

(n) L'exploitant doit fournir à l'Autorité un exemplaire du manuel d'exploitation conformément aux dispositions de la sous-partie P, ainsi que l'ensemble des amendements ou révisions y afférents.

(o) L'exploitant doit assurer sur la base principale d'exploitation des moyens d'assistance opérationnelle appropriés à la zone et au type d'exploitation.

OPS 3R.180 Délivrance, modification et maintien de la validité d'un C.T.A.

(a) Un C.T.A. ne sera délivré à l'exploitant, modifié ou maintenu en état de validité que si :

(1) les hélicoptères exploités sont,

(i) pour les hélicoptères inscrits au registre français d'immatriculation,

(A) titulaires d'un certificat de navigabilité (C.D.N.) en état de validité. Toutefois, les hélicoptères titulaires d'un certificat de navigabilité spécial (C.D.N.S.) en état de validité et dont le port d'attache est situé dans un département d'outre-mer peuvent être utilisés à l'intérieur de ce département, dès lors que l'hélicoptère est conforme à un type certifié par l'autorité compétente dans son Etat de construction et qu'il a été convenu entre les autorités de cet Etat de construction et les autorités françaises d'un accord bilatéral ou multilatéral relatif aux validations des certificats de navigabilité. Le ministre chargé de l'aviation civile peut cependant faire toute vérification ou imposer toute condition additionnelle qu'il juge utile pour assurer un niveau de sécurité satisfaisant ;

(ii) dans le cas d'hélicoptères inscrits à un registre d'immatriculation étranger, conformes à un modèle capable de recevoir un certificat de navigabilité français ;

(2) le système d'entretien a été approuvé par l'Autorité, conformément à la sous-partie M ;

(3) l'exploitant a démontré à l'Autorité qu'il était en mesure de :

(i) mettre en place et maintenir une organisation appropriée ;

(ii) se conformer aux programmes de formation et d'entraînement requis ;

(iii) respecter les exigences en matière d'entretien, compatibles avec la nature et l'étendue des exploitations spécifiées, y compris les items pertinents prescrits aux paragraphes OPS 3R.175(g) à (o) ;

(iv) et respecter les exigences du paragraphe OPS 3R.175 ;

(4) et il couvre les dépenses mises à sa charge par la réglementation en vigueur.

(b) L'exploitant doit, dès que possible,

informer l'Autorité de toutes modifications apportées aux informations soumises en vertu du paragraphe (a) ci-dessus.

(c) Si l'Autorité n'est pas satisfaite de l'exécution des exigences du paragraphe (a) ci-dessus, elle peut exiger l'exécution d'un ou plusieurs vols de démonstration, exploités comme des vols de transport aérien public.

OPS 3R.185 Exigences administratives

(a) L'exploitant doit s'assurer que les informations ci-après sont incluses dans la demande initiale de C.T.A. et, lorsque nécessaire, sur toute demande de modification ou de renouvellement :

(1) le nom officiel et la raison commerciale, l'adresse et l'adresse postale du postulant ;

(2) une description de l'exploitation proposée ;

(3) une description de l'organisation de l'encadrement ;

(4) le nom du dirigeant responsable ;

(5) les noms des principaux responsables, y compris ceux chargés des opérations aériennes et de la formation de l'équipage, du système d'entretien et des opérations au sol, accompagnés de leurs qualifications et expériences ;

(6) et le manuel d'exploitation.

(b) Eu égard seulement au système d'entretien de l'exploitant, les informations ci-après devront être jointes à une demande de délivrance initiale de C.T.A. et, lorsqu'approprié, lors de toute demande de modification ou de renouvellement, et ce pour chaque type d'hélicoptère devant être exploité :

(1) le manuel d'entretien ;

(2) le carnet de route de l'hélicoptère ;

(3) le cas échéant, les spécifications techniques du contrat d'entretien conclu entre l'exploitant et tout organisme d'entretien agréé ;

(4) le nombre d'hélicoptères

(c) La demande de délivrance initiale de C.T.A. doit être soumise au moins 90 jours avant la date prévue pour le début de l'exploitation, cependant le manuel

d'exploitation peut être soumis à une date ultérieure, mais pas moins de 60 jours avant la date prévue pour l'exploitation.

(d) La demande de modification d'un C.T.A. doit être soumise, sauf accord contraire, au moins 30 jours avant la date prévue pour le début de l'exploitation.

(e) La demande de renouvellement d'un C.T.A. doit être soumise, sauf accord contraire, au moins 30 jours avant la fin de la période de validité en vigueur.

**Appendice 1 au paragraphe OPS 3R.175 -
Contenu et conditions d'un certificat de
transporteur aérien**

Un C.T.A. spécifie :

- (a) le nom et l'adresse de l'exploitant ;
- (b) la date de délivrance et la période de validité ;
- (c) la description du type d'exploitation autorisé ;
- (d) les types d'hélicoptère autorisés pour l'exploitation ;
- (e) les marques d'immatriculation des hélicoptères autorisés. Cependant, les exploitants peuvent obtenir l'approbation d'un système par lequel ils informent l'Autorité de l'immatriculation des hélicoptères exploités au titre de leur C.T.A. ;
- (f) les zones d'exploitation autorisées ;
- (g) les limitations spécifiques.
- (h) les autorisations spécifiques telles que :

Exploitation d'hélicoptères au dessus
d'un environnement hostile situé hors
zone habitée - (paragraphe OPS
3R.005(e))